

~~L.E.C.E.~~

~~E.L.E.C.~~



RAPPORT ANNUEL 2013

mai 2014

Also available in English

Avec le soutien de



Ligue européenne de coopération économique, a.i.s.b.l.

Rue Marie-Thérèse 21 - B-1000 Bruxelles - Belgique

info@elec-lece.eu

www.elec-lece.eu



Sommaire

Message du président	3
Réunions du Conseil central	5
Activités nationales et réunions des commissions	6
Résolutions:	
• Commission économique et sociale "L'énergie en Europe"	10
• Conseil central "La crise en Europe et les relations avec l'Arménie"	14
• Commission économique et sociale "La contribution du secteur financier à la reprise économique"	15
Membres du Conseil central	18
Comités nationaux	19

Tous les documents sont disponibles sur le site
<http://www.elec-lece.eu>

Message du président

Plusieurs avancées cruciales pour la survie de l'Union économique et monétaire ont été réalisées au cours de cette année 2013 : création du mécanisme de supervision bancaire unique sous l'égide de la BCE, accord sur le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution unique, refonte de la Directive relative aux systèmes de garantie des dépôts, Livre vert sur le financement à long terme, mise en place d'un groupe d'experts sur les eurobills (avec la participation de notre collègue Graham Bishop), renforcement des exigences prudentielles, amélioration de la coordination des politiques budgétaires et macroéconomiques (la Commission européenne a notamment lancé un avertissement à l'Allemagne en raison de la taille de l'excédent de sa balance courante), nouvelles propositions basées sur les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la réforme structurelle du secteur bancaire. Parallèlement, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et même la Grèce ont commencé à montrer des signes encourageants de reprise économique après des années de crise et des réformes structurelles particulièrement douloureuses.

La situation est toutefois encore loin d'être satisfaisante. Au rayon des déceptions, l'année aura surtout été marquée par l'adoption d'un cadre budgétaire totalement inapproprié pour la période 2014-2020. Tant au niveau des volumes, insuffisants pour stimuler la reprise en Europe, qu'au niveau de sa composition. Les investissements dans la recherche et le développement ou dans l'internet à haute vitesse ont, par exemple, été sacrifiés au profit de la PAC ou de dépenses dans les infrastructures de transport et d'énergie plus traditionnelles. Aucun progrès n'a par ailleurs été enregistré dans la mise en œuvre des propositions du président du Conseil, Herman Van Rompuy. Celui-ci a notamment appelé à la création d'une capacité budgétaire propre à la zone euro, à la mise en place de mécanismes de solidarité pour aider les États membres à conclure des "contrats de compétitivité et de croissance" et à la promotion de la dimension sociale de l'UEM. Quant à notre secteur bancaire, il reste très vulnérable et est toujours exposé aux risques souverains, alors que les pays périphériques auront probablement encore besoin de solidarité et d'un allègement de leur dette pour pouvoir poursuivre leurs réformes structurelles et asseoir leur reprise.

L'UE souffre d'une crise de popularité sans précédent. Les dirigeants européens ne parviennent pas à convaincre l'opinion publique du rôle crucial que l'Union peut jouer dans les grands défis de notre temps. Et le spectre d'une vague populiste, nationaliste et anti-européenne plane sur les prochaines élections européennes. Comme l'a notamment souligné Philippe Herzog, l'UE doit plus que jamais créer un sentiment de destinée commune, susciter l'enthousiasme et gagner la confiance de ses citoyens par le biais d'une politique plus décomplexée qui permettra de renforcer notre compétitivité et notre potentiel pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle devra investir dans les activités industrielles du futur, dans la production d'énergies propres et sûres, dans des solutions de mobilité modernes et dans des mesures de prévention et d'adaptation au changement climatique. Une telle politique nécessitera des réformes structurelles plus ambitieuses au niveau national (en France par exemple), mais aussi davantage de transferts de souveraineté, notamment sur le plan budgétaire, à l'échelle de l'Union ou tout du moins de la zone euro.

En tant que membre fondateur du Mouvement européen, la LECE a plus que jamais un rôle à jouer en tant qu'espace de débat où peuvent s'échanger des idées innovantes et en tant que plateforme pour promouvoir des propositions créatives, mais aussi en tant que réseau capable de toucher tant les partisans que les détracteurs de l'UE, les anciens et les nouveaux États membres, mais aussi d'autres pays européens proches ou moins proches de l'Union comme la Suisse, Andorre ou l'Arménie.

Nos commissions de travail se sont penchées sur les différents aspects de la crise qui frappe l'Union européenne et la zone euro et ont élaboré des propositions de solutions.

La Commission monétaire (Utrecht, 7 février) s'est penchée sur les projets de création d'une union bancaire à l'échelle européenne. La mise en œuvre pratique d'une telle union pose encore de nombreuses questions. La commission en a d'ailleurs eu la confirmation lors de sa réunion de septembre, cinq ans après la faillite de Lehman. Curieuse de savoir si les leçons de la crise avaient été retenues, elle en est, en effet, arrivée à la conclusion que beaucoup de travail restait à accomplir.

Les banques étaient également à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission économique et sociale (le 5 décembre à Bruxelles), au cours de laquelle plusieurs pistes ont été examinées en vue de renforcer le rôle d'un secteur bancaire assaini dans la reprise économique. Étant donné la nécessité de trouver un juste équilibre entre la stabilité financière et la croissance, le véritable débat ne se situe pas vraiment entre les PME et les banques, mais plutôt entre les banques et les entreprises d'une part et les décideurs politiques et régulateurs européens d'autre part.

La politique énergétique européenne – ou plutôt le manque de politique dans ce domaine – était au centre de la réunion de la Commission économique et sociale du mois de mai. L'Europe ne dispose en effet pas encore d'une politique énergétique harmonisée. Étant donné ce manque d'harmonisation, notamment dans le domaine du nucléaire et du gaz de schiste, une résolution préconisant la mise en place d'une politique énergétique européenne commune, globale et ambitieuse a été adoptée.

Suite à l'entrée de l'Arménie dans la LECE, la nouvelle section arménienne nous a fait l'honneur d'organiser le Conseil central d'été (le 7 juin 2013) dans sa capitale. Le message délivré à Erevan n'a laissé planer aucun doute : l'Arménie partage les valeurs européennes et entend renforcer son intégration au sein de l'Union, notamment par le biais d'un nouvel accord d'association prévoyant, entre autres, une zone de libre-échange approfondie et complète. Ce fut donc un véritable choc lorsque nous avons appris, à l'automne, que le pays ne signerait pas cet accord, préférant opter pour une union douanière avec la Russie et des pays comme le Belarus et le Kazakhstan. Durant un "conference call" avec notre Conseil central de décembre à Bruxelles, le président de la section arménienne de la LECE a tenu à préciser que le choix des autorités avait été guidé par des considérations purement politiques (sécurité régionale) et qu'un modèle de partenariat plus restreint avec l'UE était toujours envisageable.

La LECE ne possède plus de section active au Royaume-Uni, mais nous essayons, par le biais de nos "London Dinners" d'entretenir des contacts réguliers avec des personnalités de premier plan favorables au projet européen. L'ancien premier ministre irlandais, John Bruton, a ainsi été invité en tant qu'orateur principal. Nous avons par ailleurs poursuivi nos efforts en vue de mettre sur pied de nouvelles sections dans d'autres pays européens, comme la Bulgarie et la Lituanie. Des progrès encourageants ont, en outre, été engrangés dans le cadre de la réactivation de nos sections mises en veilleuse en Allemagne et en Italie.

Des mesures drastiques ont été prises pour s'attaquer aux pertes financières de la Ligue au niveau international et de son secrétariat. Nous avons ainsi fermé notre bureau à Bruxelles et l'avons remplacé par un bureau virtuel. Quant aux tâches du secrétariat, elles sont désormais assurées sur une base de bénévolat et par des sous-traitants. Toutes ces mesures permettront de dégager un excédent budgétaire.

Je pense que la LECE est d'ores et déjà prête à relever les défis qui s'imposeront à nous à l'avenir. Ce qui est vrai pour l'Union européenne l'est également pour la Ligue. Pour paraphraser le personnage de Cassius dans la pièce de Shakespeare "Jules César" : le principal enjeu réside dans notre capacité à être maîtres de notre destin.

Baron Bernard SNOY
Président international

Réunions du Conseil central

Erevan – 7 juin 2013

La réunion du Conseil central d'été a été précédée d'un Tour de table au cours duquel les membres de la LECE et les experts arméniens se sont penchés sur les défis et les obstacles liés au processus d'intégration entre l'Arménie et l'Europe. Les représentants du gouvernement arménien ont souligné que le peuple arménien se sentait déjà européen et que le futur Accord d'association avec l'UE permettrait de combler un vide. Le Conseil central a adopté une résolution appelant à une plus forte intégration entre l'UE et l'Arménie et a également apporté son soutien aux négociations en cours en vue de la conclusion de l'Accord d'association.

Deux hôtes de marque étaient présents à la réunion du Conseil central : Diogo Pinto, secrétaire général du Mouvement européen international et le lithuanien Virginijus Kundrotas. Tous deux ont activement participé aux discussions portant sur la manière de mobiliser de nouvelles sections. À la suite d'une proposition de la section roumaine, il a été décidé de réactiver la Commission Agriculture et de la rebaptiser Commission Agriculture et environnement dans le but de refléter les défis environnementaux de notre époque. Le Conseil central a, par ailleurs, approuvé la nouvelle adresse officielle du secrétariat de LECE International (rue Marie-Thérèse 21 à Bruxelles). Après un long débat sur l'état de l'Union européenne, le Conseil a également adopté une résolution appelant à plus de leadership et de démocratie en Europe.

Bruxelles – 6 décembre 2013

La réunion du Conseil central a eu lieu en la présence de Kalin Marinov et Andrea Moggi, originaires respectivement de Bulgarie et d'Italie, deux pays où la Ligue tente de (re)lancer une section nationale. Des efforts sont aussi déployés pour réactiver la section allemande. Le président de la section arménienne n'a pas pu assister à la réunion pour des raisons professionnelles. Un "conference call" a néanmoins été organisé, au cours duquel tant ce dernier que les membres du Conseil central n'ont pas manqué d'exprimer leur déception par rapport à l'abandon du projet de rapprochement économique entre l'Arménie et l'UE.

Le nouveau site internet de la LECE a été présenté aux participants. Les sections membres sont encouragées à utiliser ce moyen de communication interactif en envoyant des informations sur leurs activités et en donnant leur opinion sur les enjeux européens dans le forum qui leur est destiné. Le projet de budget qui a été approuvé prévoit un excédent de 13.000 euros. Cette somme sera utilisée pour réapprovisionner les réserves. Le mandat de secrétaire général de Jerry van Waterschoot a été reconduit pour une nouvelle période de cinq ans.

Lors du traditionnel débat sur l'état d'avancement de l'intégration européenne, les participants sont revenus sur le discours prononcé par le directeur de la Banque nationale de Belgique, Jan Smets, à l'occasion du dîner organisé la veille. Ce dernier s'était focalisé sur ce que la Banque centrale européenne pouvait – et ne pouvait pas – faire tout en assurant qu'elle continuerait d'œuvrer à la stabilité économique et financière de la zone euro. Dans ses conclusions, le Conseil central a souligné que l'union monétaire devait être complétée par une union économique plus forte ainsi que par une union bancaire. Des progrès devront également être réalisés dans la mise en place d'une union budgétaire et politique.

* _ *

ACTIVITÉS des COMITÉS NATIONAUX

et

RÉUNIONS des COMMISSIONS

24 Janvier – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: «La Unión por el Mediterráneo, presente y futuro», Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général, Union pour la Méditerranée

6 Février – Paris – Comité français

Déjeuner débat: «Y-a-t'il un avenir pour la réforme du système financier et monétaire international ?», Michel Camdessus, ancien Directeur-général du FMI et Gouverneur honoraire de la Banque de France

8 Février – Utrecht – Commission monétaire

«Banking Union: a necessary and sufficient condition to overcome the euro crisis? »

15 Février – Paris – Comité français

Petit-déjeuner: «Casino, un distributeur au cœur des évolutions de la consommation», Hervé Daudin, membre du Comité exécutif du groupe Casino

20 Février - Vienne - Comité autrichien

Déjeuner débat: «Entwicklung der österreichischen Banken», Dr. Stephan Koren, Directeur général Österreichische Volksbanken AG

25 Février – Londres

Dîner avec John Bruton, ancien Premier ministre de l'Irlande (1994-1997)

25 Mars - Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: «Condiciones de crecimiento económico de la Unión Europea», Pat Cox, Président du Parlement européen (2004-2009)

28 Mars - Vienne - Comité autrichien

Déjeuner débat: «Bürgerproteste und politische Instabilität in Russland», Professor Dr. Gerhard Mangott

28 Mars – Gdansk – Comité polonais

Exposé: «Costs and advantages of the introduction of the euro in Poland», Janusz Lewandowski, Commissaire européen pour la programmation financière et le budget

9 Avril– Paris – Comité français

Petit-déjeuner: «Union bancaire et budgétaire, réglementation financière et résolution des crises : la quête d'une gouvernance pour l'Europe», Jean Tirole, médaille d'or du CNRS, Président de l'Ecole d'économie de Toulouse

15 Avril – Madrid – Comité espagnol

Conférence: «La Presidencia irlandesa del Consejo de la Unión Europea: Irlanda y la recuperación europea», Justin Harman, Embajador de Irlanda en España, Iñigo Méndez de Vigo, Secretario de Estado para la UE, Ángel Pascual, Director de Global Risks de ESADEgeo.

18 Avril 18 – Gdansk – Comité polonais

Exposé: «The projects of changes in the economic regulations to facilitate economic law in Poland and create a friendly environment for business», Janusz Piechociński, Ministre des affaires économiques

25 Avril 25 – Gdansk - Comité polonais

Visite à International Paper Kwidzyn Sp. z o.o, une des plus grandes entreprises de la Poméranie

24 Mai – Berne – Comité suisse

Exposé: «The institutional architecture between Switzerland and the European Union», Ulrich Trautmann, First Councillor Trade and Economy of the Delegation of the European Union for Switzerland and the Principality of Liechtenstein

28 Mai – Paris – Commission économique et sociale

«L'Energie en Europe».

Résolution sur l'Europe et l'énergie

6 Juin – Erevan – Comité arménien

Table ronde: «The economic relations between the European Union and Armenia

7 Juin – Erevan – Conseil central

Résolution sur la crise en Europe et les relations avec l'Arménie

12 Juin - Paris – Comité français

Déjeuner débat: «Rigueur ou austérité, croissance ou déflation ? Comment sortir du dilemme économique européen?», Alain Juppé, Maire de Bordeaux, ancien Premier ministre

19 Juin - Vienne - Comité autrichien

Déjeuner débat: «Ist die neue Regulierung der Weg aus der Krise?», Professor Dr. Bernhard Felderer

2 Juillet - Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: «Europa: nuevos valores y nuevas exigencias éticas», Antonio Garrigues Walker, Presidente de Garrigues

4 Septembre - Vienne - Comité autrichien

Déjeuner débat: «India: an Economic Opportunity for Austria», Ramachandran Swaminathan, Ambassadeur de la République de l'Inde

5 Septembre – Paris – Comité français

Petit-déjeuner: «Un New Deal pour l'Europe», Michel Aglietta, Professeur de sciences économiques à l'Université de Paris-X Nanterre, Conseiller au CEPII

18 Septembre – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: «La política energética y ambiental de la UE y las peculiaridades de España», Pere Fàbregas, Presidente de Honor de ESADE Alumni i Director General de la Fundación Gas Natural-Fenosa

24 Septembre - Paris - Comité français

Déjeuner débat: «L'investissement, clef d'un renouveau de la croissance en France et en Europe», Louis Gallois, Commissaire général à l'investissement, ancien PDG de la SNCF et d'EADS

27 Septembre – Bruxelles – Commission monétaire

«The financial crisis 5 year on – Did we learn the lessons?»

30 Septembre – Barcelone – Comité espagnol

Déjeuner débat: «La Educación: factor fundamental para el crecimiento en la UE del siglo XXI», Xavier Prats, Director General Adjunto de Educación y Cultura Comisión Europea

10 Octobre – Madrid – Comité espagnol

Conférence: «Las prioridades de la presidencia lituana del Consejo de la Unión Europea», Audra Plepyté. Embajadora de Lituania en España, Ángel Saz-Carranza, Director de ESADEgeo

10 Octobre – Berne – Comité suisse

Exposé: «The Emerging European Banking Union: Implications for Switzerland», Baron Bernard Snoy et d'Oppuers, Président international de la LECE

23 Octobre - Vienne - Comité autrichien

Déjeuner débat: «Europe's perspective in a global world», Dr. Daniel Thorniley, Président DT, Global Business Consulting GmbH

29 Octobre – Gdansk – Comité polonais

Discussion: «After the crisis: return to the future», Mr. Andrzej Olechowski, premier président de la LECE Pologne, ancien Ministre des affaires étrangères, ancien Ministre des finances

30 Octobre – Bucarest – Comité roumain

Conférence: «Third Danube Financial Dialogue»

15 Novembre - Vienne - Comité autrichien

Déjeuner débat: «Europa 2020. Starke Regionen in einem wettbewerbsfähigen Europa», Dr. Johannes Hahn, Commissaire européen pour la politique régionale

18 Novembre - Barcelone – Comité espagnol

Exposé: «La OCDE, de embrión de la integración europea a referente de buenas prácticas en tiempos de globalización», Ricardo Díez-Hochleitner, Embajador Representante Permanente de España ante la Organización para la Cooperación y Desarrollo Económico

19 Novembre – Paris – Comité français

Petit-déjeuner: «Identité européenne ou Europe sans frontière ?» Hervé Juvin, Président d'Eurogroup Institute, essayiste

5 Décembre – Bruxelles – Commission économique et sociale

«Comment renforcer la contribution d'un secteur financier assaini à la reprise économique de l'Europe ?»

Résolution sur la contribution du secteur financier à la reprise économique

5 Décembre – Bruxelles

Dîner de la Ligue: exposé par Jan Smets, Directeur et Economiste en chef de la Banque Nationale de Belgique

6 Décembre – Bruxelles - Conseil central

10 Décembre - Bruxelles – Comité belge

Exposé: «The effectiveness and transmission mechanism of unconventional monetary policies», le Professeur Gert Peersman

19 Décembre - Paris – Comité français

Petit-déjeuner: «Financer la transition écologique», Mme. Dominique Dron, chargée du pilotage de la rédaction du Livre blanc sur le financement de la transition écologique

* _ *



RESOLUTIONS

Résolution sur l'énergie en Europe

Approuvée par le Conseil central du 7 juin 2013

1. La Commission économique et sociale (CES) de la Ligue européenne de coopération économique (LECE), réunie à Paris le 28 mai 2013, a débattu du thème « **l'énergie en Europe** », avec plusieurs personnalités : Agnès THIBAULT, Commission européenne, Direction générale énergie ; le Professeur Jean-Marie CHEVALIER, Université Paris Dauphine ; Olivier APPERT, Prédident de l'IFPEN ; le Professeur Florent FLUES, *Centre for European Economic Research* de Mannheim ; Bruno REBELLE, Cabinet Transitions, Commission nationale française du débat sur l'énergie ; Jean-Marc JANCOVICI, ancien Professeur, Société Manicore.

Elle en retire les constatations suivantes.

- a) L'énergie est un enjeu primordial pour le développement et l'atmosphère dans un monde dont la population dépasse 7 milliards de personnes actuellement et pourrait atteindre, selon le scénario moyen de l'ONU, 9,3 milliards en 2050. Compte tenu des besoins d'amélioration du niveau de vie, notamment dans les pays du Sud, la perspective de la consommation annuelle mondiale d'énergie à l'échelle mondiale est celle d'un doublement d'ici à 2050. En outre, malgré les efforts d'économie faits en Europe, et le freinage dû à la situation économique et sociale de crise qui prévaut dans nombre de pays de l'UE, la demande d'énergie se maintient à un niveau élevé sur notre continent. La lutte contre le réchauffement climatique est aussi un enjeu majeur qui suppose entre autre une division des émissions de gaz à effet de serre par 2 à l'échelle mondiale et par 4 dans les pays les plus avancés, entre 1990 et 2050.
- b) L'énergie a été au cœur de la construction européenne dès son origine : CECA en 1951, Euratom en 1957. Elle reste aujourd'hui un domaine important à l'échelle communautaire : participation de la Commission européenne au nom de tous les Etats membres aux négociations sur le changement climatique ; politique des quotas d'émission ; objectif communautaire des 3x20% à l'horizon 2020 ; ouverture progressive du marché européen de l'énergie ; financement des réseaux d'interconnexion ; lutte contre le dumping de certains pays non européens ; élaboration de normes (comme la norme EURO 5 sur les émissions polluantes), etc...Les traités (TFUE 4, art. 194) font de l'énergie un domaine de compétence partagée, visant, dans un esprit de solidarité entre les Etats membres : à assurer le fonctionnement du marché de l'énergie; à assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques de L'Union ; à renforcer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ainsi que le développement des énergies nouvelles et renouvelables ; à promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques. Mais cette politique énergétique communautaire est parcellaire et les résultats sont nettement en deçà des objectifs : effondrement du prix des permis d'émission ; retards sensibles par rapport aux objectifs des 3x20% notamment. La dépendance énergétique croissante de l'Europe, qui consacre déjà 3% de son PIB (500 milliards d'€ !) à l'importation de pétrole, de gaz et de charbon, reste très préoccupante dans un contexte géopolitique instable et face à la vive croissance de la demande chinoise qui concurrencera de plus en plus nos besoins.

- c) Le coût de l'énergie grève sérieusement la compétitivité européenne : en Europe, par rapport aux Etats-Unis (qui obtiennent des prix de revient bas en exploitant le gaz de schiste), le prix du gaz est 4 fois plus cher et le prix de l'électricité payé par les entreprises 27% plus élevé. Ce surcoût met nos entreprises en difficulté préoccupante face à la concurrence. Il est en outre un facteur de hausse des prix au sein de l'Union européenne.
- d) Dans l'état actuel des traités européens, les politiques énergétiques des Etats membres sont encore largement nationales et peu coordonnées. Les négociations sont menées « chacun pour soi » avec les grands fournisseurs de gaz (Russie, Algérie, etc). Les bouquets énergétiques sont très différents. Les décisions stratégiques sont prises unilatéralement, sans tenir compte des interdépendances : décision de sortir du nucléaire en Allemagne et en Italie, réduction beaucoup plus limitée et lente en France ; utilisation importante du charbon en Allemagne ; décision de principe en faveur du gaz de schiste en Pologne, gel en France ; résistance aux grandes interconnexions ; taxations nationales des hydrocarbures ; soutien aux énergies renouvelables de niveau très différent d'un pays à l'autre, conduisant à des degrés de développement très contrastés ; recherches non coordonnées -voire concurrentes- sur les énergies renouvelables, le stockage du CO₂, le traitement des déchets nucléaires, le stockage décentralisé de l'électricité, etc. La production industrielle est à la peine dans certains domaines stratégiques : photovoltaïque, batteries, nucléaire suite à Fukushima, etc. Aucune politique industrielle européenne dans le domaine stratégique de l'énergie ne se dessine en raison notamment de la primauté donnée à la politique de concurrence.
2. Se joignant aux voix qui s'élèvent pour préconiser la mise en place d'une véritable politique énergétique européenne, et dans la ligne des conclusions du Conseil européen du 22 mai dernier, notre Commission formule les recommandations suivantes.
- a) L'action à la fois la plus efficace en termes écologiques et la plus rentable économiquement est **la recherche d'économies d'énergie**. Cela appelle une politique sélective d'encouragement à la sobriété énergétique : en particulier dans le logement, où un vaste programme de rénovation thermique est nécessaire et doit être allié au développement de réseaux intelligents (« *smart grids* »), d'éco-quartiers et à un urbanisme rénové ; mais aussi dans les transports (offre renforcée de transports en commun, amélioration du rendement des moteurs thermiques, voiture électrique) ; les progrès déjà réalisés par l'industrie en matière d'économie d'énergie et d'émissions polluantes doivent être poursuivis ; il en va de même dans le secteur agricole.
- b) La compétitivité de l'Union européenne est un enjeu déterminant. Dans ce but, **le coût d'accès des entreprises à l'énergie doit être maintenu aussi bas que possible**. Cela suppose :
- un arbitrage entre consommateurs et activités productives favorables à ces dernières, notamment en ce qui concerne le prix de l'électricité (l'électricité est facturée à des prix très différents d'un pays à l'autre, allant de 30 cts/KWh en Allemagne à 8 cts/KWh en Bulgarie), tout en mettant en œuvre un filet de sécurité permettant de protéger les plus pauvres de la « précarité énergétique » (définie comme le fait de consacrer plus de 10% de son revenu du foyer à la facture énergétique) ;
 - un rapprochement entre le prix du gaz en Europe et aux Etats-Unis ; la renégociation des contrats à long terme avec les fournisseurs (la Commission pourrait éventuellement, comme l'a proposé J. Delors, négocier

des contrats cadres d'approvisionnement, qui seraient ensuite revendus en interne) et l'intensification de la concurrence peuvent y contribuer de même qu'une politique européenne plus favorable au gaz de schiste, à l'énergie nucléaire et au charbon propre (CSC).

- c) Dans cette optique – et dans celle d'une diversification et d'une moindre dépendance énergétique - **les capacités européennes de production de gaz et d'huile de schistes ne peuvent être négligées**. Il faut mieux connaître nos réserves potentielles, en quantité comme en qualité, et progresser aussi vite que possible vers des méthodes d'extraction à la fois rentables et plus respectueuses de l'environnement. Cela requiert un effort de recherche important, qui doit être autorisé et envisagé même là où l'exploitation des gaz de schistes est actuellement interdite. Notre Commission recommande qu'un programme européen important soit mis en place pour coordonner et financer les efforts en ce sens, comme cela est fait par exemple pour le stockage du carbone.
- d) Il importe de poursuivre les progrès vers une **unification réelle du marché européen de l'énergie**, en réduisant la part des tarifs administrés au niveau national et des subventions qui subsistent dans nombre de pays européens au détriment de la liberté de circulation des produits et faussent les signaux de prix adressés par les marchés. Des réseaux de transport transfrontaliers renforcés et accessibles à tous sont également une nécessité pour parvenir à ce marché unifié.
- e) Pour favoriser l'économie de combustibles fossiles et réduire les émissions de CO₂, **il importe de donner un coût significatif et prévisible à la tonne de carbone fossile consommée**. Tel était l'objet du marché européen d'échange de quotas, aujourd'hui atteint par la surabondance des allocations. Les autorités européennes doivent avoir le courage de prendre les décisions qui s'imposent (gel ou report d'allocations) pour animer ce marché. Par ailleurs, la défense de la compétitivité européenne et la préservation des règles d'un commerce international équitable nécessitent l'instauration d'un système de neutralisation aux frontières de l'Union (telle une « taxe carbone ajoutée », payée par les importateurs comme par les producteurs locaux et déductible à l'exportation).
- f) **Le développement des énergies nouvelles et renouvelables** (ENR : éolienne, solaire photovoltaïque ou thermique, marine, biomasse mais aussi hydraulique) **est une priorité**. Cela suppose des investissements considérables, qui doivent être assurés par chaque pays mais dans un cadre coordonné et partiellement financé par des emprunts communautaires (BEI, Project Banks). De plus, la poursuite des progrès techniques indispensables pour atteindre au plus vite la « parité marché » (progression sur la « *learning curve* ») appelle qu'une part substantielle du Programme Communautaire de Recherche et Développement Technologique soit consacrée à la recherche, la valorisation, l'innovation et le développement de procédés tant pour la production même d'énergie que pour des filières connexes comme les réseaux de transport, le stockage du CO₂, le stockage de l'électricité (pompage, batteries, air comprimé, hydrogène, nanotechnologies, hydrure métallique).

- g) **L'énergie nucléaire, bon marché et fonctionnant en continu, restera longtemps indispensable** dans le « *mix* » énergétique européen, même si certains pays s'en sont tenus à l'écart (Italie, Portugal, Autriche) ou ont décidé d'en sortir (Allemagne, Espagne), au prix d'un surcoût sensible pour leurs populations. Il est néanmoins indispensable de renforcer encore les précautions de sûreté nucléaire, de traitement des déchets et de lutte contre la prolifération. Il est nécessaire en outre de progresser dans l'évaluation, le chiffrage et le provisionnement des coûts de démantèlement.
- h) Les ENR et le nucléaire ne permettent pas de faire face à eux seuls aux pointes de la demande (notamment hivernale). Il est inévitable d'y **répondre par un recours partiel aux énergies fossiles en privilégiant les centrales à démarrage plus rapide et moins polluantes (turbines à gaz) plutôt que, selon la tendance actuelle, par des centrales au charbon**. Enfin, un effort collectif considérable d'investissements devra être fait pour faire progresser les technologies de stockage du CO₂, développer de nouveaux réseaux de transport interconnectés d'électricité et de gaz, afin d'acheminer le courant produit par les ENR, de mieux étaler les périodes de pointes (qui ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre de l'Union), et aussi de faire face à d'éventuelles pannes. Ces réseaux de transport pourraient même être intercontinentaux, comme dans le projet Desertec, qui contribuerait en outre au développement coopératif des deux rives de la Méditerranée.
- i) Les retombées économiques comparées, les différents choix énergétiques en termes d'activité, d'emploi et de croissance doivent être plus complètement évalués à l'échelle européenne.
- j) L'ensemble des considérations qui précèdent montrent **l'absolue nécessité de développer une politique commune de l'énergie, globale et ambitieuse**. Cette politique appelle des changements institutionnels permettant de surmonter la règle de l'unanimité ; à défaut elle pourrait prendre la forme d'une « coopération renforcée ». Elle doit viser à assurer aux producteurs, d'une façon aussi égale que possible à travers l'UE, un accès aisé à l'énergie à des prix compétitifs, tout en incitant les consommateurs à un comportement sobre en énergie. Pour y parvenir, des investissements conséquents doivent être faits tant en matière de recherche et innovation que de développement des réseaux et des installations (notamment ENR) et de programmes d'économie d'énergie. Ils doivent être cofinancés par une ressource communautaire – éventuellement anticipés par un emprunt européen – telle qu'une taxe sur l'énergie ou plutôt sur les pollutions (émissions de gaz à effet de serre) la vente de quotas de carbone ou une taxe d'égalisation aux frontières.

* - *

Résolution sur la crise en Europe et les relations avec l'Arménie

Approuvée par le Conseil Central à Erevan le 7 juin 2013

Le 7 juin 2013, le Conseil central de la Ligue européenne de coopération économique (LECE) s'est réuni à Erevan, en Arménie, à l'invitation du nouveau comité arménien de la LECE.

Le Conseil a, après présentation du dossier, apporté son soutien aux négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord d'association (AA), prévoyant notamment la création d'une zone de libre-échange approfondie et complète (ZLEAC), entre l'Union européenne et l'Arménie. Le Conseil a encouragé le comité arménien ainsi que les autres comités nationaux de la LECE à sensibiliser leurs membres, et le secteur privé en général, sur les opportunités que cet AA offrira pour le renforcement de l'intégration économique entre l'Europe et l'Arménie. Le Conseil a exprimé l'espoir que cet accord permettra à l'Arménie de rétablir, malgré un contexte géostratégique difficile, des échanges commerciaux au-delà de frontières toujours fermées à l'heure actuelle.

Concernant la crise financière, économique, sociale et politique qui frappe actuellement l'Union européenne, le Conseil a appelé les autorités nationales et européennes à faire un meilleur usage de l'arsenal actuellement disponible au niveau de l'Union et à créer de nouveaux instruments, comme ceux proposés par le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, dans son rapport intitulé « Vers une véritable union économique et monétaire ». L'application, également au niveau de l'UE, du principe « more for more » devrait notamment permettre à l'Union d'apporter davantage de soutien aux États membres qui mettent en œuvre des réformes structurelles plus profondes.

Le Conseil craint que, sauf révision majeure, la proposition de cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 ne donnera pas aux institutions européennes les moyens suffisants pour mettre en place la stratégie économique « Europe 2020 », qui vise à promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive. Une meilleure hiérarchisation des priorités, via une révision des propositions de dépenses, combinée à une promotion active du principe de subsidiarité permettrait d'atteindre cet objectif. Pour sortir de la crise, l'UE a besoin de plus de leadership et de plus de démocratie, ce qui implique une plus grande participation des parlements nationaux et du Parlement européen et, d'une manière plus générale, une réduction du fossé entre les institutions européennes et la société civile. Un pas important pourrait être franchi si le futur président de la Commission européenne était désigné sur la base de la majorité issue des prochaines élections européennes.

* - *

Résolution sur la contribution du secteur financier à la reprise économique

Approuvée par le Conseil central du 6 décembre 2013

1. Les Commissions économique et sociale (CES) et monétaire de la Ligue européenne de coopération économique (LECE), réunies à Bruxelles le 5 décembre 2013, ont débattu du thème « **Comment renforcer la contribution d'un secteur financier assaini à la reprise économique de l'Europe ?** », avec plusieurs personnalités : M. Miguel DE LA MANO, Commission européenne, Direction générale Marché intérieur ; le Professeur Jean-Paul BETBEZE, ancien économiste en chef du Crédit Agricole, conseiller économique de Deloitte ; M. Bernard HADDAD, Président de la Commission Financements de la CGPME ; Mme Jeanne-Marie PROST, médiatrice nationale du crédit aux entreprises ; et M. Robert PRIESTER, DGA de la Fédération bancaire européenne. Elles en retirent les constatations suivantes :
 - a) la crise de méfiance qui a gelé par périodes le fonctionnement du marché interbancaire mondial est aujourd'hui surmontée ; les transactions y sont fluides et les contreparties diversifiées. Néanmoins, les politiques non-conventionnelles de la BCE (Eurosystème), en particulier l'élargissement des titres admis en garantie, la fourniture de liquidités illimitées à taux fixe et la « fenêtre de refinancement à long terme » (LTRO) ont joué un grand rôle dans cet apaisement des tensions. La méfiance sous-jacente entre opérateurs demeure et semble justifier le maintien de ces dispositifs.
 - b) L'effort de recapitalisation des banques consenti depuis le début de la crise a été considérable : les ratios prudentiels, eux-mêmes resserrés dans le cadre de la régulation « Bâle 3 », se sont améliorés sur l'ensemble du continent, progressant de plusieurs points ; les minima applicables à partir de 2019 sont dès à présent largement dépassés par nombre d'établissements de crédit. Toutefois, cette amélioration est à rapprocher de l'évaluation des actifs bancaires, dont la qualité est en cours de revue par la BCE ; en outre, elle s'est faite au détriment non seulement des actionnaires, par la réduction des dividendes, contrepartie d'une moindre rentabilité (baisse du ROE), mais aussi des emprunteurs, à travers un moindre accès au crédit et un resserrement des conditions. Même si l'on ne peut parler d'un « credit crunch » généralisé, la restriction du financement bancaire, qui reste une source essentielle pour les PME, est dangereuse. De plus, les ratios prudentiels de liquidité envisagés limiteront aussi fortement les capacités de transformation de l'épargne courte en prêts longs.
 - c) Par ailleurs, la question des risques systémiques, si elle a été partiellement traitée, ne peut être couverte à travers les seuls ratios prudentiels et continue à être préoccupante – d'autant que la crainte de ce risque a amené les Etats à s'engager vis-à-vis du secteur bancaire jusqu'à 4 trillions d'€, dont 2 sous forme de garanties, dans la phase précédente. Enfin, les progrès à réaliser dans la voie de la séparation entre activités à risque et banque de détail, proposée par le « rapport LIKAANEN », sont toujours en débat.
 - d) Les jugements concernant l'offre de crédit bancaire aux entreprises demeurent très partagés : les établissements de crédit, dans leur ensemble, jugent que l'accès aux financements n'est pas indûment restreint et que tout bon projet trouve preneur ; le ralentissement, incontestable, du volume des crédits mis en place (-1,7% sur l'année écoulée, pour l'ensemble de la zone euro) tiendrait plutôt à la crise économique et à un freinage spontané des projets

d'investissement. Les entreprises, de leur côté, surtout les plus petites, se plaignent d'un fort durcissement des conditions mises à l'octroi de crédits et des garanties exigées, ainsi que d'un renchérissement de leur taux ; ce serait particulièrement le cas s'agissant des crédits de trésorerie et du financement du fonds de roulement. Il est difficile de départager ces points de vue, la réalité semblant varier fortement d'un pays et d'un secteur à l'autre – notamment, la restriction du crédit aux entreprises semble très forte en Europe du Sud et en Europe centrale.

- e) Les nouvelles normes européennes, à visée avant tout prudentielle, visent à éviter le retour des errements et prises de risques excessives qui ont déclenché la crise de 2007/2009. Il semble cependant indéniable qu'elles exercent un certain effet restrictif sur le financement de l'économie et notamment des entreprises, les prêts aux Etats demeurant, malgré la récente crise des « dettes souveraines », favorisés - d'où un sérieux risque d'effet d'éviction des financements au secteur privé dans certains pays. Cela est encore bien plus net dans le secteur des financements en fonds propres, les normes « Bâle 3 » pour les banques et plus encore « Solvabilité 2 » pour les assurances pondérant très lourdement les risques attachés à de telles opérations. Or la capacité de rebond et la compétitivité de l'Union Européenne dépendent largement de la disponibilité de tels fonds pour encourager les « start-ups », l'innovation et la croissance des entreprises.
 - f) En revanche, les progrès accomplis sur la voie d'une supervision unifiée par la BCE des grandes banques et d'une harmonisation des garanties accordées aux déposants représentent une avancée indéniable, même s'ils ne sont pas encore finalisés à ce jour. De même, la possibilité accordée au Mécanisme européen de solidarité (MES) de recapitaliser (quoiqu'en dernier ressort) les banques en difficulté est un facteur positif, rassurant pour les marchés et donc susceptible de favoriser la reprise économique.
 - g) Enfin, la désintermédiation bancaire, sous forme principalement d'émission directe de titres sur les marchés, ainsi que de recours accru à la titrisation des crédits, de prêts directs entre acteurs économiques ou de « shadow banking », offre de nouvelles opportunités intéressantes pour suppléer à une offre de crédits qui se révélerait trop restreinte, surtout en cas de redémarrage rapide des économies européennes. Cependant, ces formes de financement, peu ou pas régulées, présentent aussi de réels dangers, notamment de distorsions de concurrence, de formation de « bulles spéculatives » et/ou d'opérations frauduleuses.
2. Souhaitant apporter leur contribution aux voix qui s'élèvent pour aider l'Europe à fuir la voie de la stagnation et à reprendre une croissance forte, saine et durable, seule capable de résorber le chômage, nos Commissions formulent les recommandations suivantes.
- a) Le rôle de la Banque Centrale Européenne (Eurosystème) dans la restauration de marchés monétaires ouverts et efficaces demeure crucial. Nous appelons l'attention sur la nécessité de maintenir ouverts l'accès illimité aux financements à court terme et la possibilité d'utiliser les OMT¹ et le LTRO² pour faire face à toute tension excessive qui apparaîtrait. De plus, la question

¹ OMT : Outright monetary transactions, c'est-à-dire l'apport de liquidités en quantité illimitée et à taux fixe par la BCE aux établissements de crédit en cas de tension excessive sur le marché interbancaire.

² LTRO : Long Term Refinancing Operation, c'est-à-dire l'achat de titres d'une durée allant jusqu'à trois ans par la Banque centrale sur les marchés (Open market).

d'assortir les dépôts de liquidités excédentaires des banques à la BCE d'un taux négatif (faible, mais qui constituerait un signal important) devrait être sérieusement examinée : les liquidités allouées par la BCE sont en effet destinées à rassurer les marchés et à faciliter le financement de l'économie ; leur stérilisation sous forme de dépôts oisifs à la BCE détourne leur finalité.

- b) Au-delà des nouvelles règles prudentielles de « Bâle 3 », la question des risques systémiques devrait faire l'objet d'un examen renforcé, dans le but d'établir des précautions de nature différente de la simple présence de « matelas de sécurité » en fonds propres. En particulier, la BCE devrait pouvoir jouer un rôle d'alerte avancée et être en mesure d'imposer à temps les redressements nécessaires.
- c) La protection des déposants (et des Etats qui se sentent obligés de venir à leur secours, aggravant ainsi leur endettement...) supposerait une action bien plus énergique que ce qui est entrepris actuellement pour mettre les activités de banque de détail à l'abri des risques spéculatifs. En particulier, la possibilité pour les banques de détail de continuer à faire sans limitation des opérations de banque d'investissement nous paraît de nature à faire courir des risques excessifs aux déposants.
- d) Les nouvelles normes bancaires & assurantielles, « Bâle 3 » et « Solvabilité 2 », devraient être partiellement révisées avant leur mise en œuvre pour d'une part, diminuer la surpondération des risques « corporate » et des risques de investissements en fonds propres (particulièrement en non-coté) et, d'autre part, prendre mieux en compte la réalité des risques « souverains » (crédits aux Etats). Encore plus important, les ratios de liquidité envisagés devraient être conçus de manière à ne pas entraver ou contraindre excessivement la nécessaire « transformation » de fonds à court terme en crédits à moyen terme à l'économie.
- e) Il est indispensable que des progrès rapides et concrets soient faits dans la voie d'une mise en commun de ressources permettant de fiabiliser la garantie accordée aux déposants (dans la limite actuellement envisagée de cent mille € par compte) en affectant dès à présent des ressources prélevées sur l'activité courante des banques de détail pour doter progressivement un fonds au niveau européen. Il faut souligner que la mutualisation des risques au niveau de l'UE permettrait, pour un prélèvement moindre, d'obtenir une garantie beaucoup plus efficace, à condition d'éviter l'aléa moral. Il est tout aussi nécessaire de réussir à mettre en place un système de résolution des crises bancaires donnant aux institutions communes suffisamment d'autorité et de moyens pour agir à temps.
- f) La désintermédiation bancaire, sous toutes ses formes précitées, doit être encouragée dans la mesure où elle apporte un appoint de plus en plus indispensable au financement de l'économie. Néanmoins, elle présente une forte instabilité et des risques importants de dérapage ; il apparaît désormais absolument nécessaire de l'encadrer et de la réguler, en soumettant ces activités à un corpus de règles et à des autorités de supervision, tout en veillant non pas à les étouffer mais à permettre un développement sain de leur apport.

* - *

MEMBRES du CONSEIL CENTRAL

(mai 2014)

Président d'honneur

Daniel CARDON de LICHTBUER

Président international

Bernard SNOY

Vice-président international

Rainer BODEN

Membres "ex officio"

Ramon BUISAN (Président du comité en Andorre)
Thomas COTTIER (Président du comité en Suisse)
Radu DEAC (Président du comité en Roumanie)
Maciej DOBRZYŃIECKI (Président du comité en Pologne)
Charles GASÒLIBA (Président du comité en Espagne)
Erich HAMPEL (Président du comité en Autriche)
Philippe JURGENSEN (Président du comité en France)
Antonio MARTINS da CRUZ (Président du comité au Portugal)
Piet MOERLAND (Président du comité aux Pays-Bas)
Raffi SEMERDJIAN (Président du comité en Arménie)
Freddy VAN den SPIEGEL (Président du comité en Belgique)

Membres individuels

Olivier GISCARD d'ESTAING (France)
Jean-Claude KOEUNE (Belgique)
Harry LANGMAN (Pays-Bas)
Matthijs van der VELDEN (Pays-Bas)

Présidents des commissions

Wim BOONSTRA (Pays-Bas), Commission monétaire
Charles GASÒLIBA (Espagne), Commission méditerranée
Philippe JURGENSEN (France), Commission économique et sociale

* _ *

COMITÉS NATIONAUX

(mai 2014)

<u>Allemagne</u>	n.n.
<u>Andorre</u>	Président: Ramon BUISAN Secrétaire général: Agusti GARCIA c/o Credit Andorra Avda Meritxell, 80 - AD500-Andorra la Vella <sgt@creditandorra.ad>
<u>Arménie</u>	President: Raffi SEMERDJIAN Secrétaire general: Viktor YENGIBARYAN Piazza Grande Build., Vazgen Sargsyan St. 10, III AM-0010 Yerevan <ceo@managementmix.com>
<u>Autriche</u>	Président: Erich HAMPEL Secrétaire général: Franz NAUSCHNIGG c/o Oesterreichische Nationalbank Otto Wagner Platz 3 - A-1090 Wien <franz.nauschnigg@oenb.at>
<u>Belgique</u>	Président: Freddy VAN den SPIEGEL Secrétaire général: Dirk DE BATSELIER Hauwerstraat 43 - B-9255 Buggenhout <debatslierdirk@gmail.com>
<u>Espagne</u>	Président: Carles GASÒLIBA i BÖHM Secrétaire général: Joaquim LLIMONA Calle Valencia 289, 2ª 1ª - E-08009 Barcelona <info@leceonline.org> www.leceonline.org
<u>France</u>	Président: Philippe JURGENSEN Secrétaire général: Joël MAURICE 25 rue Gandon - F-75013 Paris <lece.france@gmail.com> www.lece-france.eu
<u>Pays-Bas</u>	Président: Piet MOERLAND Secrétaire: Wim BOONSTRA c/o Rabobank - P.O.Box 17100 - NL-3500 HG Utrecht <w.w.boonstra@rn.rabobank.nl>
<u>Pologne</u>	Président: Maciej DOBRZYNIĘCKI Secrétaire général: Wojciech RYBOWSKI ul. Podlesna 27 - PL-80-255 Gdansk <elec@profit-consult.com.pl> www.elec.pl
<u>Portugal</u>	Président: Antonio MARTINS da CRUZ Secrétaire général: Rui BOTICA SANTOS c/o CRA Law Av. Eng. Duarte Pacheco, Torre 2 -13ªA - P-1099-042 Lisboa <rui.santos@cralaw.com>

Roumanie

Président: Radu DEAC
Secrétaire général: Mirela IOVU
c/o RD Business Consulting SRL
30, Sos. Stefan cel Mare, Bl.26, Sc.2, Et.9, Ap.55, Sector 2
- RO-020144 Bucuresti
<radu.deac@rdbc.ro>

Suisse

Président: Thomas COTTIER
Secrétaire: Rachel LIECHTI
c/o I E W - Hallenstrasse 6 - CH-3012 Bern
<rachel.liechti@iew.unibe.ch>

* _ *

Qu'est-ce que la Ligue européenne?

Fondée en 1946, la Ligue européenne de coopération économique (LECE) est une organisation non-gouvernementale et a-politique ayant pour objectif de favoriser l'intégration économique et l'identité socio-culturelle de l'Europe, et de promouvoir son rôle dans le monde.

Constituée d'un réseau de comités nationaux, la Ligue rassemble des personnalités issues principalement du monde économique et financier, mais aussi des fonctionnaires nationaux et européens, des responsables politiques ou appartenant au monde universitaire.

Son domaine d'action s'exerce au sein de commissions de travail internationales qui se réunissent régulièrement et donne lieu à des publications (documents de travail, résolutions, série "Cahier Comte Boël", etc.).

Plus d'informations sur <http://www.elec-lece.eu>



Ligue européenne de coopération économique

Rue Marie-Thérèse 21
B- 1000 Bruxelles

Tel 0032 / 0472.39.51.69
info@elec-lece.eu

Secrétaire général: Jerry van Waterschoot